

L'ÉCONOMIE DU DÉVELOPPEMENT DANS LA TOURMENTE DE L'ÉVOLUTION DU MONDE

Que s'est-il passé pour qu'un domaine de réflexion prometteur, celui sur les savoirs sur le développement, soit littéralement broyé, asphyxié par la pensée dominante, au point de voir ses enseignements disparaître des programmes académiques et ses postulats passés aux oubliettes. Ainsi se demander comment une économie dévastée peut se reconstruire, un pays à bas niveau de ressources décoller et maîtriser son développement, comment organiser l'articulation ville/campagne, le rapport à l'économie mondiale ou simplement définir le rôle de l'État est devenu une démarche suspecte ou déplacée. Le néolibéralisme, et sa religion du marché, de l'équilibre et de la libre concurrence, a rendu ces questions obsolètes pendant plusieurs décennies.

La disparition de ce questionnement s'explique par la fantastique évolution que le monde a connu depuis quarante années et les bouleversements des rapports de forces et des façons de penser que cela a induit, sans compter les difficultés mêmes rencontrées par les pays du tiers monde.

L'économie du développement naît d'un double défi : reconstruire les économies dévastées de l'après-guerre et assurer le développement, le « rattrapage » disait-on souvent, des pays du tiers monde dont certains accédaient tout juste à l'indépendance. Beaucoup de ses pionniers développèrent leurs activités dans le cadre des Nations unies ou y collaborèrent et se recrutèrent principalement en Europe ¹ et dans le tiers monde ² et donnèrent

¹ Oscar Lange, Michael Kalecki, Nicolas Kaldor, Nicholas Georgescu-Roegen, François Perroux, Karl Polanyi, Paul Baran, Gunnar Myrdal, pour les plus marquants.

² Raul Prebisch, Celso Furtado, André-Gunder Frank, Samir Amin, Mahalanobis, Tibor Mende.

naissance à des écoles de pensée buissonnantes qui se retrouvèrent néanmoins toutes sur un corpus d'analyses partagées. Que disaient-elles pour l'essentiel ?

Tout d'abord que le sous-développement n'est pas le reflet d'un retard qu'un rattrapage accéléré permettrait de résorber, mais bien plutôt la conséquence et la résultante d'une longue période de domination multiforme, souvent coloniale, qui a réalisé l'intégration de ces pays dans l'économie mondiale à travers des mécanismes structurels déformants et toujours au profit des métropoles ou des centres dominants³. La dynamique d'accumulation de ces pays du Sud a été façonnée pour servir les besoins erratiques des pays du Nord au détriment de la satisfaction de leurs propres besoins internes. Bref, c'est dans l'histoire singulière de ces pays et notamment dans leurs rapports au reste du monde qu'il faut orienter l'analyse des causes du sous-développement.

Ensuite, partant des nécessités de la construction d'une économie nationale, ces économistes vont préconiser des réformes indispensables - récupérer les richesses nationales, nationaliser les entreprises industrielles, contrôler le secteur bancaire, la monnaie et le secteur extérieur - pour mettre en place un développement indépendant. L'État, souvent à construire, sera au cœur de ces projets et sous diverses modalités le développement ne pourra être pensé que planifié.

Autre constat partagé : le développement nécessitait pour les pays les plus pauvres un environnement international favorable, bref, en plus de choix internes, des conditions externes étaient indispensables. Il s'agissait d'accompagner alors des conditions nationales de développement de pays qui se considéraient à juste titre dans un rapport d'inégalité économique vis-à-vis des pays industrialisés. Le lien était constamment fait entre l'interne et l'externe et l'analyse défrichait la nature de l'articulation du national au mondial. Cette réflexion allait déboucher sur la formulation de la revendication d'un Nouvel Ordre Économique International qui, poussée par le Groupe des 77 - les Non-Alignés - sera reconnue et ratifiée par l'Assemblée générale des Nations unies en 1974. Cet ensemble conceptuel va bien vite définir un

³ Dès 1957 Samir Amin avait décortiqué ces mécanismes dans sa thèse d'État soutenue à la faculté de droit de Paris : « Les effets structurels de l'intégration internationale des économies sous-développées ». Son livre *L'accumulation à l'échelle mondiale : critique de la théorie du sous-développement*, Paris, Anthropos, 1971, en reprendra l'essentiel.

consensus autour de points de passage obligés du développement. Il sera porté par des forces favorables au changement social et à la libération nationale, et apparaîtra d'emblée comme subversif pour l'ordre dominant établi et pour les théories économiques qui le confortaient.

A cela s'ajoutait la revendication d'un droit du développement qui se proposait de mettre en œuvre un principe d'inégalité compensatrice partant du constat que l'égalité de traitement, au cœur du droit international classique, est équitable seulement entre égaux et se montre inapproprié aux rapports Nord-Sud.

Ces stratégies de développement et les thèses fondatrices qui les accompagnaient ont volé en éclats dès la fin des années 70 sous les effets de l'endettement massif imposé au Tiers monde par un système bancaire en excédent de liquidités qui ne pourra que générer la crise de la dette, c'est-à-dire l'impossibilité de son remboursement. Il faut rappeler qu'un emprunt international est toujours libellé en devises et qu'il faut le rembourser dans la monnaie dans laquelle on l'a souscrit. Il faut donc produire des biens échangeables sur le marché mondial pour se procurer ces devises. Tout emprunt international devient ainsi insidieusement le facteur le plus efficace pour orienter la politique d'un pays vers l'ouverture au marché mondial. On comprendra aisément que toute production de biens visant à satisfaire les populations locales, notamment en santé, éducation ou logement, ne peut générer aucune ressource en devises. Cette course effrénée vers les devises exacerbera la concurrence entre pays du tiers monde dont l'éventail des produits exportables est souvent superposable, et surtout les détournera d'un commerce Sud-Sud à même de leur donner une autonomie collective plus grande. Les plans d'ajustement structurel imposés par le FMI pour « aider » ces pays à rembourser leurs dettes vont se substituer aux projets de développement et devenir la nouvelle religion. Des acteurs de taille mondiale se sont affirmés, les firmes multinationales et les marchés financiers, obligeant à composer avec eux. L'attractivité, c'est-à-dire la concurrence par le bas sur les conditions de travail, les salaires, la fiscalité, la pollution, s'imposera. Partout le désengagement de l'État, l'ouverture aux échanges mondiaux, le respect des règles du marché et de la libre concurrence seront préconisés. La gestion de court terme se substituera aux réformes structurelles, sans souci des dégâts sociaux engendrés, de la montée de la pauvreté touchant en premier chef les populations les plus fragiles comme les femmes et les enfants. Deux décennies de néolibéralisme ont laissé l'essentiel du tiers monde dans un état de grande dévastation.

Dans le même temps, même si des traits communs persistent notamment dans le rapport au Nord, la notion de tiers monde a été fortement bousculée. L'ensemble a éclaté en de nombreuses catégories (PMA, OPEP, pays « émergents ») traduisant l'accroissement des inégalités et des trajectoires divergentes. Souvent les riches, les élites et les gouvernements du Sud se sont tellement intégrés à l'économie mondiale qu'ils participent eux-mêmes au processus de fabrication de la fracture sociale mondiale. Enfin, la disparition de l'équilibre entre les deux blocs a enlevé beaucoup de pertinence au non-alignement. Et lorsque se reconstituent des blocs de pays - comme le G24 - dans des négociations internationales l'ambition d'être reconnues comme puissances façonnantes du monde peut l'emporter sur la perspective d'assurer la défense des intérêts de l'ensemble des pays du Sud.

Malgré l'aide internationale prodiguée, l'échec des remèdes préconisés à ces pays pour les sortir du sous-développement ne fait plus de doute. Tous les modèles vantés par le Nord ont échoué. La variante social-démocrate d'inspiration keynésienne qui a accompagné les Trente Glorieuses s'est épuisée. Le néolibéralisme, qui s'est accommodé du primat de la finance sur la production, a détruit les systèmes productifs et aggravé la pauvreté. L'Argentine en est le malheureux symbole. La violence et la guerre ont gagné de nombreux pays. Les institutions internationales ne jurent plus que par la lutte contre la pauvreté et la gouvernance - bonne ou mondiale -, gadget censé retirer les derniers pouvoirs d'État dont disposent encore les gouvernements des pays du tiers monde.

L'épuisement des divers modèles de développement mis en place depuis quarante ans ouvre la voie à un renouvellement de la réflexion indispensable pour sortir du carcan intellectuel du Consensus de Washington. Ce chantier s'ouvre dans des conditions difficiles, très différentes de celles qui prévalaient il y a trente ans. S'il est nécessaire de renouer avec les grands principes fondateurs de l'économie du développement, il n'est pas raisonnable de penser qu'une parenthèse s'est simplement refermée - celle d'un néolibéralisme dominant - et qu'il suffirait de reprendre le cours des choses comme avant. Des dimensions nouvelles sont apparues comme la montée en force de grands acteurs de la mondialisation et les contraintes qu'ils imposent ou l'émergence de la dimension environnementale et sa compatibilité avec un développement qui satisfasse le plus grand nombre.

La réflexion s'est déjà ouverte. Elle est foisonnante et dynamique mais reste encore en deçà des résultats atteints il y a une trentaine d'années, qu'elle semble même ignorer. La

contestation de la mondialisation et les tentatives de formulation d'alternatives restent souvent bien en retrait par rapport aux analyses du Mouvement des Non-Alignés des années 70, de sa formulation et revendication d'un Nouvel Ordre Économique International et des stratégies de développement qui en découlaient. Sans doute le niveau de l'approche, le monde, interdit-il d'apprécier la richesse conceptuelle du NOEI qui partait des exigences nationales de développement pour en déduire les conditions extérieures favorables qui devaient l'accompagner. Faire l'impasse sur le cadre national interdit de penser la nature des contraintes et d'articuler l'interne à l'externe. De même, les échecs du développement ont induit des formes de rejet de celui-ci en l'assimilant à la croissance. Ces théories de la décroissance, sous un radicalisme de façade, présentent une aversion plus marquée à l'égard du marxisme que du libéralisme et préconisent pour le tiers monde une défense de l'ordre social existant au nom d'un relativisme culturel en mobilisant au besoin une exigence écologique souvent simpliste. L'écroulement de modèles de référence peut ainsi, au sein d'une démarche de recherche d'alternatives, donner naissance à des formulations fortement régressives.

Mais la vague libérale n'a pas échoué que dans le tiers monde. Le quart monde a gagné les pays du centre de l'économie mondiale, y fixant des traits rencontrés dans les pays du Sud : chômage massif, précarité, pauvreté, travail informel, réduction des fonctions étatiques, etc. La problématique du développement construite pour l'analyse des sociétés du Sud a gagné une portée universelle. Elle devient aujourd'hui utile à l'étude et à la compréhension des pays du Nord également dont les différents modèles de développement ont échoué. L'économie du développement ne concerne plus aujourd'hui seulement les pays du Sud.

MICHEL ROGALSKI

